

**Délibération
du 22 juin 2026**

**Impulsions franco-allemandes pour le
renforcement de la souveraineté numérique de
l'Europe**

I. Dans un monde de plus en plus marqué par les bouleversements géopolitiques, la souveraineté numérique constitue une condition essentielle de la compétitivité économique, de la capacité d'action politique et de la résilience en matière de sécurité de l'Europe. Il s'agit de la capacité de l'Europe à façonner sa transformation numérique de manière autonome, fondée sur ses valeurs et en adéquation avec ses intérêts économiques et sociétaux.

La situation actuelle révèle toutefois des dépendances structurelles importantes dans des technologies numériques clés. Les semi-conducteurs sont majoritairement produits en Asie, les infrastructures de *cloud* sont dominées par des fournisseurs extra-européens, et des dépendances significatives existent également dans les infrastructures de télécommunications ainsi que dans les plateformes numériques. Ces dépendances comportent non seulement des risques économiques, mais peuvent aussi compromettre l'autonomie stratégique et la capacité d'action démocratique de l'Europe.

Au cours des dernières années, la France et l'Allemagne ont pris des initiatives importantes pour renforcer leurs capacités numériques, notamment dans les domaines de la cybersécurité, des infrastructures de *cloud*, de l'intelligence artificielle et de l'*open source*. Ces mesures nationales constituent des étapes nécessaires, mais

**Beschluss
vom 22. Juni 2026**

**Deutsch-französische Impulse zur Stärkung der
digitalen Souveränität Europas**

I. In einer zunehmend geopolitisch geprägten Welt ist digitale Souveränität eine zentrale Voraussetzung für die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit, politische Handlungsfähigkeit und sicherheitspolitische Resilienz Europas. Sie beschreibt die Fähigkeit Europas, seine digitale Transformation eigenständig, wertebasiert und im Einklang mit seinen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Interessen zu gestalten.

Die derzeitige Ausgangslage zeigt jedoch erhebliche strukturelle Abhängigkeiten in zentralen digitalen Schlüsseltechnologien. Halbleiter werden überwiegend in Asien produziert, Cloud-Infrastrukturen werden von außereuropäischen Anbietern dominiert, und auch bei Telekommunikationsinfrastrukturen sowie digitalen Plattformen bestehen erhebliche Abhängigkeiten. Diese bergen nicht nur wirtschaftliche Risiken, sondern können auch die strategische Autonomie und demokratische Gestaltungskraft Europas beeinträchtigen.

Deutschland und Frankreich haben in den vergangenen Jahren wichtige Initiativen zur Stärkung digitaler Kapazitäten ergriffen, etwa in den Bereichen Cybersicherheit, Cloud-Infrastruktur, Künstliche Intelligenz und Open Source. Diese nationalen Maßnahmen sind notwendige Schritte, reichen jedoch nicht aus, um im globalen

restent insuffisantes pour faire face à la concurrence mondiale des grandes puissances numériques.

La coopération franco-allemande joue dès lors un rôle clé. Historiquement moteur de l'intégration européenne, elle est également en mesure d'impulser des avancées décisives dans le domaine numérique.

Un élan politique particulier a été donné par le sommet sur la souveraineté numérique du 18 novembre 2025 à Berlin initié par la France et l'Allemagne, auquel ont participé le Président de la République Emmanuel Macron et le Chancelier fédéral Friedrich Merz. Ce sommet a souligné l'importance stratégique de la thématique et mis en évidence des pistes concrètes pour approfondir la coopération européenne. Il convient désormais de s'appuyer sur ce succès et de traduire ces impulsions en initiatives communes durables.

Les expériences passées de coopération ont montré que la coordination des intérêts nationaux, des stratégies industrielles et des standards techniques constitue un défi. Toutefois, la complémentarité des atouts des deux pays offre un potentiel considérable : la France dispose d'une position forte dans l'application de l'intelligence artificielle et d'une politique industrielle stratégique, tandis que l'Allemagne bénéficie d'une base industrielle étendue et d'un tissu performant de PME.

Un approfondissement de la coopération devrait notamment se concentrer sur les domaines stratégiques suivants :

- le développement d'infrastructures numériques communes et fiables, en particulier dans le domaine du *cloud* et de l'économie des données ;

Wettbewerb mit anderen großen Digitalmächten zu bestehen.

Der deutsch-französischen Zusammenarbeit kommt daher eine Schlüsselrolle zu. Historisch war sie stets Motor der europäischen Integration und kann auch im digitalen Bereich entscheidende Impulse setzen.

Ein besonderes politisches Momentum hat der deutsch-französisch initiierte Gipfel für europäische digitale Souveränität vom 18. November 2025 in Berlin geschaffen, an dem auch Präsident Emmanuel Macron und Bundeskanzler Friedrich Merz teilgenommen haben. Dieser Gipfel hat die strategische Bedeutung des Themas unterstrichen und konkrete Ansatzpunkte für eine vertiefte europäische Zusammenarbeit aufgezeigt. Es gilt nun, an diesen Erfolg anzuknüpfen und die dort gesetzten Impulse in nachhaltige, gemeinsame Initiativen zu überführen.

Erfahrungen aus bisherigen Kooperationsprojekten haben gezeigt, dass die Abstimmung unterschiedlicher nationaler Interessen, industrieller Strategien und technischer Standards anspruchsvoll ist. Zugleich bieten gerade die komplementären Stärken beider Länder erhebliches Potenzial: Frankreich verfügt über eine starke Position in der KI-Anwendung und eine strategisch ausgerichtete Industriepolitik, während Deutschland über eine breite industrielle Basis und einen leistungsfähigen Mittelstand verfügt.

Eine vertiefte Zusammenarbeit sollte sich unter anderem auf folgende strategische Bereiche konzentrieren:

- den Aufbau gemeinsamer, vertrauenswürdiger digitaler Infrastrukturen, insbesondere im Bereich Cloud und Datenökonomie;

- le développement de solutions européennes compétitives en matière d'intelligence artificielle, notamment dans le contexte industriel (« Industrial AI ») ;
- ainsi que le renforcement de la souveraineté numérique dans le secteur public, en tant que modèle pour l'économie et la société.
- die Entwicklung wettbewerbsfähiger europäischer Lösungen im Bereich Künstliche Intelligenz, insbesondere im industriellen Kontext („Industrial AI“);
- sowie die Stärkung digitaler Souveränität im öffentlichen Sektor als Vorbild für Wirtschaft und Gesellschaft.

Pour les produits et services numériques également, le principe de l'économie de marché s'applique. Ici, ce sont avant tout les acteurs privés et le marché qui sont sollicités, la concurrence entre les entreprises est indispensable pour garantir le succès des produits.

La souveraineté numérique ne signifie pas l'autarcie, mais la capacité à réduire les dépendances là où elles menacent la capacité d'action de l'Europe, tout en restant ouverte et apte à coopérer.

Dans ce contexte, une coordination étroite entre la France et l'Allemagne au niveau européen est indispensable afin d'ancrer la souveraineté numérique comme priorité stratégique de l'Union européenne et de la mettre en œuvre concrètement. La coopération franco-allemande n'est jamais une fin en soi. Avec ouverture à d'autres partenaires européens, l'objectif est toujours de développer ensemble des impulsions pour faire progresser l'Europe.

II. L'Assemblée parlementaire franco-allemande,

Vu le Traité entre la République fédérale d'Allemagne et la République française sur la coopération franco-allemande du 22 janvier 1963 (Traité de l'Élysée) ;

Dabei gilt auch für digitale Produkte und Services das Prinzip der Marktwirtschaft. Hier sind vor allem private Akteure und der Markt gefragt und der Wettbewerb zwischen Unternehmen ist unerlässlich für erfolgreiche Produkte.

Digitale Souveränität bedeutet dabei ausdrücklich nicht Autarkie, sondern die Fähigkeit, Abhängigkeiten dort zu reduzieren, wo sie die Handlungsfähigkeit Europas gefährden, und gleichzeitig offen und kooperationsfähig zu bleiben.

Vor diesem Hintergrund ist eine enge Abstimmung Deutschlands und Frankreichs im europäischen Kontext unerlässlich, um digitale Souveränität als strategische Priorität in der Europäischen Union zu verankern und konkret umzusetzen. Die deutsch-französische Zusammenarbeit ist dabei nie Selbstzweck. Mit Offenheit für weitere europäische Partner ist stets der Anspruch, gemeinsam Impulse für europäische Weiterentwicklungen zu entwickeln.

II. Die Deutsch-Französische Parlamentarische Versammlung,

gestützt auf den Vertrag zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik über die deutsch-französische Zusammenarbeit vom 22. Januar 1963 (Élysée-Vertrag);

Vu le Traité d'Aix-la-Chapelle du 22 janvier 1919, qui renforce la coopération et l'intégration franco-allemandes ;

Vu l'accord parlementaire franco-allemand de mars 1919 instituant l'Assemblée parlementaire franco-allemande ;

Tenant compte des résultats du sommet sur la souveraineté numérique du 18 novembre 2025 à Berlin initié par la France et l'Allemagne ;

Convaincue que la souveraineté numérique constitue une condition essentielle de la compétitivité économique, de la capacité d'action politique et de la résilience en matière de sécurité de l'Europe ;

Invite les gouvernements allemand et français à :

1. Faire de la souveraineté numérique une priorité stratégique de leur politique européenne commune, à s'inscrire dans la continuité des résultats du sommet du 18 novembre 2025 initié par la France et l'Allemagne et à coordonner étroitement leurs positions au niveau européen ;

2. Promouvoir le développement d'infrastructures numériques communes, notamment par la mise en place de solutions de *cloud* interopérables et fiables fondées sur des standards ouverts, ainsi que par le renforcement ambitieux des initiatives européennes existantes ;

3. Approfondir leur coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle, en particulier en soutenant des projets communs visant au développement et à l'application de l'« Industrial

gestützt auf den Vertrag von Aachen vom 22. Januar 1919, der die vertiefte Zusammenarbeit und Integration zwischen Deutschland und Frankreich stärkt;

unter Berücksichtigung des deutsch-französischen Parlamentsabkommens vom März 1919, das die Deutsch-Französische Parlamentarische Versammlung eingerichtet hat;

unter Berücksichtigung der Ergebnisse des deutsch-französisch initiierten Gipfels für europäische digitale Souveränität vom 18. November 2025 in Berlin;

in der Überzeugung, dass digitale Souveränität eine zentrale Voraussetzung für die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit, die politische Handlungsfähigkeit und die sicherheitspolitische Resilienz Europas darstellt;

fordert die deutsche und die französische Regierung auf,

1. digitale Souveränität als strategische Priorität ihrer gemeinsamen Europapolitik zu verankern, an die Ergebnisse des deutsch-französisch initiierten Gipfels für europäische digitale Souveränität vom 18. November 2025 anzuknüpfen und ihre Positionen auf europäischer Ebene eng abzustimmen;

2. den Aufbau gemeinsamer digitaler Infrastrukturen voranzutreiben, insbesondere durch die Entwicklung interoperabler, vertrauenswürdiger Cloud-Lösungen auf Basis offener Standards sowie durch eine ambitionierte Weiterentwicklung bestehender europäischer Initiativen;

3. ihre Zusammenarbeit im Bereich der Künstlichen Intelligenz zu vertiefen, insbesondere durch die Förderung gemeinsamer Projekte zur Entwicklung und Anwendung von „Industrial AI“

AI » sur la base de données européennes, ainsi qu'à la création d'espaces de données sécurisés et interopérables pour les entreprises ;

4. Renforcer la souveraineté numérique dans le secteur public, notamment par la promotion de standards communs, de solutions interopérables et par un recours accru aux technologies *open source* ;

5. Identifier et lever les obstacles existants à la coopération franco-allemande dans les projets numériques stratégiques afin d'accroître l'efficacité et la rapidité des initiatives communes.

auf Grundlage europäischer Daten sowie durch die Schaffung sicherer und interoperabler Datenräume für Unternehmen;

4. die digitale Souveränität im öffentlichen Sektor zu stärken, insbesondere durch die Förderung gemeinsamer Standards, interoperabler Lösungen und den verstärkten Einsatz von Open-Source-Technologien;

5. bestehende Hindernisse für die deutsch-französische Zusammenarbeit in digitalen Schlüsselprojekten zu identifizieren und abzubauen, um die Effizienz und Geschwindigkeit gemeinsamer Initiativen zu erhöhen.